

Questions orales

M. Deans: Et que fera-t-on pour les personnes à revenus moyens?

M. Epp (Provencher): Les néo-démocrates reviennent constamment là-dessus. C'est précisément cette question qu'examinent le très honorable premier ministre, le ministre des Finances et le gouvernement. Je suis heureux que nous puissions enfin entamer une discussion rationnelle, au lieu de voir les néo-démocrates dresser constamment ces têtes de Turc.

Des voix: Bravo!

Mme Mitchell: Monsieur le Président, le ministre connaît parfaitement notre position à ce sujet. C'est la position du gouvernement que nous souhaitons connaître. Nous voulons que le ministre l'explique au journal télévisé *The Journal* de ce soir.

Des voix: Oh, oh!

M. Chrétien: Dites oui, Erik!

ON DEMANDE DE PUBLIER LE LIVRE BLANC AVANT LE CONGÉ DE NOËL

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Étant donné que ses adjoints ont dit qu'un document officiel sur ce sujet même sera diffusé avant Noël, le ministre va-t-il le déposer immédiatement, afin que nous puissions amorcer le débat avant l'ajournement? Notre parti tient à le savoir.

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, comme nous avons remporté les élections du 4 septembre ainsi que le débat du 26 juillet, où la députée a fait des déclarations qu'elle regrette aujourd'hui, je tiens à lui dire que lorsque les documents seront prêts, nous les rendrons publics, comme d'ailleurs le gouvernement et le cabinet néo-démocrates du Manitoba rendront le leur public, j'en suis certain.

* * *

[Français]

L'ENSEIGNEMENT

LE PROGRAMME HOSPITALITÉ CANADA—LES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES—LES INSTITUTIONS EN RÉGION ÉLOIGNÉE

M. Jean-Pierre Blackburn (Jonquière): Monsieur le Président, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État du Canada.

L'honorable ministre peut-il dire à la Chambre si la réduction de 28,5 p. 100 des crédits alloués au Programme Hospitalité Canada affectera les institutions en région éloignée qui dispensent des services spécialisés dans l'enseignement d'une langue seconde?

Entre autres, le Cegep de Jonquière, reconnu pour la qualité de son enseignement et qui participe activement à ces échanges d'étudiants entre les provinces, se verra-t-il amputé de la même somme de crédits, c'est-à-dire de 30 p. 100 également?

• (1450)

[Traduction]

L'hon. Walter McLean (secrétaire d'État): Pour répondre à la question du député, monsieur le Président, je peux lui assurer que les rajustements au Programme Hospitalité Canada tiendront compte de l'objet du programme, y compris l'égalité et l'équilibre entre les régions. Je peux aussi lui dire que ces rajustements seront faits l'an prochain. Quant à ses instances au sujet de sa région, je sais qu'un projet a été approuvé et il en sera informé au début de l'an prochain.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

LES PLUIES ACIDES—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au premier ministre. Hier les Canadiens apprenaient par les médias que le Canada renonçait à jouer son rôle de tête dans la lutte contre les pluies acides. Au cours de la campagne électorale, le premier ministre avait promis d'agir à ce sujet. Je lui demanderai s'il pense, à l'instar de sa ministre de l'Environnement, que le Canada doit maintenant renoncer à son action mondiale dans la lutte qu'il avait entamée contre les pluies acides, dans l'intérêt de l'Amérique du Nord?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, loin de renoncer à notre action au sujet des pluies acides, j'ai communiqué hier avec le président des États-Unis et je l'ai informé que je désirais voir figurer les pluies acides au premier rang de l'ordre du jour de notre rencontre du 17 mars à Québec.

Des voix: Bravo!

LE NIVEAU DE REJETS CAUSANT LES PLUIES ACIDES

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, voilà une chose rassurante de la part du premier ministre. Je l'inviterai à s'entretenir avec sa ministre de l'Environnement, pour qu'ils arrivent à se mettre sur la même longueur d'onde. Après cette réponse qu'il vient de nous faire, le premier ministre veut-il donner aux Canadiens l'assurance que son gouvernement va respecter l'engagement pris avec les ministres provinciaux de l'Environnement, celui d'une réduction de 50 p. 100 des rejets de pluies acides au Canada d'ici à 1994? Est-ce là la politique de son gouvernement?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Oui, monsieur le Président, et nous espérons avoir par un dur labeur et des négociations honorables de meilleurs résultats que ceux obtenus dans le passé. La pollution de l'environnement est un problème majeur pour le Canada. Je sais que tous les députés prennent la chose très au sérieux. Je puis donner à mon honorable ami l'assurance que nous allons négocier avec énergie une amélioration de l'environnement de tous les Canadiens.